



ORGANISATI
IALE
DU COMMERCE

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

11h30-
13 heures

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

13h30-
15 heures

Séance plénière 3: Mise en œuvre effective des mesures SPS pour permettre un commerce sûr (salle W)

Les autorités aux frontières qui sont chargées des prescriptions sanitaires et phytosanitaires (SPS) et certains organismes internationaux de normalisation ont indiqué qu'ils craignaient que l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC porte atteinte à leur capacité de protéger la



JOUR 1: MARDI 30 JUIN

15 heures-
17 heures

Séance plénière parallèle 6: Réduire les coûts du commerce en Asie et dans le Pacifique (salle E)

Cette séance plénière est organisée en collaboration avec la Banque asiatique de développement.

Cette séance plénière à orientation régionale sera centrée sur la façon dont les pays d'Asie et du Pacifique traitent la question des coûts du commerce dans un environnement commercial international en mutation. Elle mettra en lumière les difficultés particulières rencontrées par les exportateurs de la sous-région du Pacifique du fait de leur éloignement des marchés. Elle abordera aussi dans une perspective d'avenir les possibilités offertes par les TIC et l'économie numérique pour traiter la question des coûts du commerce et promouvoir l'inclusion.

Modératrice: [Shamshad Akhtar](#), Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique

Présentation d'un rapport conjoint: Alisa DiCaprio, spécialiste de la coopération régionale, Département de la recherche économique et de la coopération régionale, Banque asiatique de développement

Orateurs principaux:

Tekreth Kamrang, Secrétaire d'État, Ministère du commerce du Cambodge

[Naindra Prasad Upadhaya](#), Secrétaire permanent, Département du commerce et de la gestion des approvisionnements du Népal

Marokon Alilee, Directeur Général, Ministère du Tourisme, du Commerce et Ni-Vanuatu Business, Vanuatu

Discussion en groupes

[John Adank](#), Ambassadeur, Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC

Tracey Choko, Haut fonctionnaire chargé du commerce, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur des Îles Salomon

Merewalesi Falemaka, Ambassadrice, Représentante permanente du

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

15 heures-
17 heures
(suite)

Malaisie auprès de l'OMC

Intervenants:

[Tom Butterly](#), Directeur adjoint, Division de la coopération économique et du commerce, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
Margareta Davidson-Abdelli, Conseillère, Ambassade suédoise au

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

16h30-
18 heures

Séance plénière 8: Accès à la coopération pour les petites économies vulnérables grâce à l'Initiative Aide pour le commerce (salle D)

De nombreuses petites économies rencontrent des difficultés particulières pour participer au commerce mondial. La faiblesse des économies d'échelle et le manque de ressources naturelles et humaines sont aggravés par les coûts de transport élevés. L'isolement physique et l'éloignement géographique des marchés ne sont que 2 des raisons expliquant les coûts élevés du commerce, situation accentuée par le faible volume des échanges, ce qui décourage les opérateurs commerciaux et les entreprises de transport.

Des recherches récentes de l'OMC sur la participation des petites économies aux chaînes de valeur mondiales ont montré qu'en attirant davantage d'investissements et en réduisant les coûts du commerce par la spécialisation et l'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre, les petites économies peuvent en fait ajouter plus de valeur à leurs processus de production dans divers secteurs comme la pêche, les textiles et les services touristiques.

Divers organismes bilatéraux et multilatéraux fournissent un soutien au titre de l'Aide pour le commerce aux petites économies des régions Pacifique, Afrique et Amérique latine/Caraïbes. Les expériences des donateurs et des partenaires sont donc variées; cette séance examinera les résultats positifs et négatifs des efforts faits pour aider les petites économies à tirer davantage parti du commerce.

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

9h15-10h00

Séance plénière 9: L'OMC et le développement: regard vers la Conférence ministérielle de Nairobi (salle CR)

En 2015, l'OMC marque son [20^{ème} anniversaire](#). Le système de règles transparentes convenues au plan multilatéral incarné par l'OMC a largement contribué à la solidité et à la stabilité de l'économie mondiale. L'OMC a aidé à stimuler la croissance du commerce et à régler de nombreux différends

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

10h15-
11h45

Séance plénière 10: Réduire les coûts du commerce dans les échanges Sud-Sud (salle CR)

La coopération Sud-Sud est un élément bien établi de l'Aide pour le commerce. Un nombre croissant d'acteurs s'engagent dans ce domaine et de nouvelles institutions voient le jour. La coopération Sud-Sud est souvent caractérisée par l'accent mis sur le développement et la modernisation des infrastructures pour remédier à une contrainte que les pays en développement citent régulièrement comme l'un des principaux obstacles à leur participation au commerce mondial.

Il y a 20 ans, le commerce Sud-Sud représen

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

11h45- **Séance plénière 11: Lancement du nouveau CIR: le commerce au service du développement des PMA (salle CR)**

13 heures
La première phase (2009-2015) du Cadre intégré renforcé (CIR) – seul programme mondial d'Aide pour le commerce exclusivement consacré aux PMA –

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

13 heures-
14h30

Séance plénière 12: Le commerce électronique et l'Initiative Aide pour le commerce (salle W)

Le dernier [Rapport sur l'économie de l'information](#) établi par la CNUCED souligne que c'est dans les pays en développement que le commerce électronique peut être le plus dynamique. Une [étude réalisée par eBay](#) indique que les obstacles au commerce liés à la distance pour les pays en développement sont jusqu'à 94% inférieurs sur les marchés électroniques par rapport aux marchés traditionnels. Cette étude décrit l'essor des "micromultinationales", qui affichent des taux de survie plus élevés que leurs homologues hors ligne et qui accèdent à un plus grand nombre de marchés d'exportation dès le début de leur existence.

Néanmoins, les possibilités offertes par le commerce électronique restent largement inexploitées. De nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) n'ont toujours pas accès à des services de réseau fiables. En l'absence de plates-formes d'argent mobile, de services postaux ou de services de distribution de colis, de nombreuses PME des pays en développement ont du mal à tirer profit d'une présence en ligne. Il a été suggéré de lancer une [Initiative d'Aide pour le commerce électronique](#) afin d'accélérer la révolution du commerce électronique au niveau mondial. Cette séance examinera ces questions et ce qui peut être fait de plus pour promouvoir l'aide, l'investissement et le transfert de technologie et de connaissances, dans le cadre de ce qui apparaît comme un puissant outil d'intégration de petites entreprises des pays en développement dans le système commercial.

Modérateur: Alfredo Suescum, Ambassadeur, Représentant permanent du Panama auprès de l'OMC

Discussion en groupes:

- [Michael Ferrantino](#), Économiste principal, Pratiques générales du commerce et de la compétitivité, Groupe de la Banque mondiale
- [Torbjörn Fredriksson](#), Chef de la Section d'analyse des TIC, Division de la technologie et de la logistique, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- [Kemal Huseinovic](#), Chef du Département de l'environnement propice aux infrastructures et aux cyberapplications, Union internationale des télécommunications
- [Hanne Melin](#), Directeur chargé de la politique publique internationale, eBay106.311é-6.2(3.1(gn)-6.7(éEtn)-oque)gen62 91.131 .48 .98 -7.911j-7.0 9 -9 0 278.7 92.8105 Tm0 g0 Tc0

Par rapport aux marchandises, les services ont reçu moins d'attention de la part des économistes et des décideurs politiques. Cela commence à changer. Des initiatives récentes ont réuni des spécialistes des services afin de discuter de la façon dont la politique commerciale peut promouvoir au mieux la contribution des services à la croissance et au développement ([LCTSD](#)), ou ont fourni une aide en matière de renforcement des capacités aux délégués des PMA concernant les défis liés aux services et les négociations ([ITC](#)). Le potentiel du secteur des services comme moteur de la croissance économique dans les pays en développement est de plus en plus reconnu. Le commerce des services peut aussi jouer un rôle important pour le développement durable, notamment pour la réduction de la pauvreté et l'autonomisation économique des femmes, objectifs clés du programme émergent de développement pour l'après-2015 de l'ONU.

Plusieurs travaux de recherche qui avancent rapidement montrent que, outre les obstacles habituels à l'accès aux marchés, des éléments comme l'infrastructure de réseau et la réglementation nationale augmentent considérablement les coûts du commerce pour les fournisseurs de services. À la réunion de haut niveau du Conseil du commerce des services de l'OMC tenue en février 2015 pour la mise en œuvre effective de la dérogation concernant les services pour les PMA, une mesure importante a été prise pour tirer parti du potentiel non exploité des services. La réunion a indiqué clairement la volonté des partenaires commerciaux des PMA d'accorder des préférences aux services et aux fournisseurs de services des PMA. Dans ce contexte, cette séance mettra en évidence les possibilités pour les PMA de pénétrer les marchés de services commerciaux en augmentant leur capacité d'offre et en surmontant les obstacles au commerce des services. Sur la base d'exemples concrets, la séance examinera certains des principaux problèmes rencontrés par les entreprises des PMA et examinera les solutions possibles pour faciliter le commerce des services ainsi que le soutien des

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET

9 heures-
10h30

Séance plénière 15: Réduire les coûts du commerce dans la chaîne de valeur du coton (salle D)

Cette séance plénière examinera le problème des coûts du commerce d'un point de vue sectoriel, en mettant l'accent sur la chaîne de valeur du coton. Les coûts élevés du commerce affaiblissent la compétitivité des fournisseurs à faible revenu. Les discussions et les négociations qui se

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET

10h30-

ACTIVITÉS PARALLÈLES¹

Les activités parallèles sont ouvertes à tous les participants, sauf indication contraire

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

13h30-
15 heures **Activité parallèle 1: Le rôle du commerce dans les secours et la reconstruction: leçons tirées des catastrophes naturelles et des autres urgences humanitaires (salle E)**

FICR – Groupe de la Banque mondiale – OMC

Des catastrophes naturelles récentes mettent en lumière le rôle que le commerce peut jouer dans les secours et la reconstruction, et montrent que les contraintes liées aux faibles capacités, à l'infrastructure commerciale et aux capacités d'offre, qui font obstacle à la participation des pays en développement aux échanges commerciaux, peuvent aussi entraver les secours et la reconstruction. Par exemple, le Groupe de la Banque mondiale a estimé que, en termes de croissance économique perdue, l'[épidémie d'Ebola](#) coûtera au moins 1,6 milliard de \$EU en 2015 à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone. Des

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

18h30-
20 heures

Activité parallèle 8: Brasser le développement II (galerie/terrasse du nouveau bâtiment)



JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

12 heures-13h30 **Activité parallèle 14: La facilitation des échanges et le commerce sans papier au service d'une croissance durable: données d'expérience des Commissions régionales de l'ONU (salle S2)**

Commissions régionales de l'ONU

Après la présentation des résultats de la première enquête mondiale sur la mise en œuvre de la facilitation du commerce et du commerce sans papier, les représentants des 5 Commissions ré

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

15 heures-
16h30

Activité parallèle 18: Le Programme d'action de Vienne pour les pays en développement sans littoral 2014-2024 (salle D)

Paraguay-Tadjikistan

À la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, tenue à Vienne (Autriche) du 3 au 5 novembre 2014, les États membres de l'ONU ont adopté le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024. Le principal objectif de ce nouveau programme est de répondre de façon plus cohérente aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral qui résultent de leur enclavement, de leur éloignement et des contraintes géographiques qui sont les leurs et d'aider ces pays, dans une étape ultérieure, à opérer une transformation économique structurelle. Une attention particulière est accordée au développement de systèmes de transit efficaces, à leur extension et au développement des transports, à la facilitation des échanges, à l'amélioration de la compétitivité, à l'expansion du commerce, à la transformation structurelle et à la coopération régionale.

Cette activité parallèle sera l'occasion de présenter les principaux éléments de ce nouveau Programme d'action en mettant l'accent sur les questions liées au commerce pour lesquelles l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle crucial. Étant donné que la facilitation des échanges est un pilier important du Programme d'action, les participants discuteront des résultats de l'application de mesures de facilitation des échanges, fondée sur une approche gouvernementale globale qui considère l'amélioration de l'environnement commercial comme une question transversale devant être intégrée dans tous les efforts de réforme et de développement. Une attention particulière sera accordée à l'expérience du Tadjikistan en tant que pays sans littoral de la région de l'Asie centrale, où l'amélioration des conditions de facilitation des échanges est une priorité des programmes de développement des gouvernements.

Activité parallèle 19: Réduire les coûts du commerce par la cartographie des normes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement (salle S2)

Suisse

Les normes de durabilité sont devenues un outil important pour promouvoir le commerce durable et la participation accrue des pays en développement au commerce mondial – 2 objectifs qui sont au cœur du Programme de coopération et de développement économique de la Suisse. Les normes de durabilité contribuent à faciliter le respect des normes publiques, à améliorer la qualité des produits et l'accès aux marchés, à rendre la production plus efficace et à ouvrir des canaux de financement. T(i)4.6(rcnhfteo.9(e)14.9(t 8lèn0007 Tc.ihe))-7.5 facilitat-.0001 Tc.0019 Tw[(les)-5.4no6(d jou)-

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET

9 heures-
10h30

Activité parallèle 24: Gérer les mesures non tarifaires dans les stratégies de développement durable (salle E)

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET